



**Bruxelles, le 27 février 2015
(OR. en)**

6636/15

**COPEN 65
EUROJUST 57
EJN 24**

NOTE

Origine:	M. Ivan Rogers, représentant permanent, Représentation permanente du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne
en date du:	20 février 2015
Destinataire:	M. Rafael Fernández-Pita y González, directeur général, Conseil de l'Union européenne

Objet:	Décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve - Notification du Royaume-Uni
--------	---

Monsieur,

Par la présente, je souhaite vous informer des déclarations faites par le Royaume-Uni en ce qui concerne la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil relative à la reconnaissance mutuelle des décisions de gel. Les dispositions de droit interne du Royaume-Uni donnant effet à cette mesure ont été adoptées le 3 décembre 2014.

Les déclarations qui figurent ci-après ont été faites pour permettre une application intégrale et effective des décisions-cadres dans le droit interne du Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni approuve et applique le principe de reconnaissance mutuelle entre États membres pour l'exécution des décisions judiciaires, qui complète son droit interne sur le recouvrement d'avoirs et le gel d'avoirs ("The Proceeds of Crime Act" de 2002).

Décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil

En ce qui concerne la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil, le Royaume-Uni en transpose intégralement tous les articles dans son droit interne. Outre la déclaration qu'il a faite en décembre 2009 (doc. 5254/10) en ce qui concerne la mise en œuvre relative au gel d'éléments de preuve, le Royaume-Uni déclare, conformément à l'article 4, paragraphe 1, qu'une décision de gel de biens (à l'exception des biens liés au terrorisme), accompagnée du certificat, doit être transmise aux autorités suivantes:

Pour l'Angleterre et le pays de Galle:

Crown Prosecution Service

Proceeds of Crime

Rose Court

2 Southwark Bridge

London

SE1 9HS

ou:

Serious Fraud Office

Proceeds of Crime

Serious Fraud Office

2-4 Cockspur Street

London

SW1Y 5BS

Pour l'Irlande du Nord:

Public Prosecution Service for Northern Ireland

High Court & International Section

Belfast Chambers

93 Chichester Street

Belfast

BT1 3JR

ou:

Serious Fraud Office

Proceeds of Crime

Serious Fraud Office

2-4 Cockspur Street

London

SW1Y 5BS

Pour l'Écosse:

International Co-operation Unit

Crown Office

25 Chambers Street

Edinburgh

EH1 1LA

Tél.: +44 (0)131 243 8152

Télécopie: +44 (0)131 243 8153

Adresse électronique: coicu@copfs.gsi.gov.uk.

Une décision de gel de biens liés au terrorisme, accompagnée du certificat, doit être transmise aux autorités suivantes:

Pour l'Angleterre, le pays de Galles et l'Irlande du Nord:

International Criminality Unit

Home Office

3rd Floor, Seacole Building

2 Marsham Street

London

SW1P 3AD

Tél.: +44 (0)207 035 4040

Télécopie: +44 (0)207 035 6985

Adresse électronique: UKCA-ILOR@homeoffice.gsi.gov.uk.

Pour l'Écosse:

International Co-operation Unit

Crown Office

25 Chambers Street

Edinburgh

EH1 1LA

Tél.: +44 (0)131 243 8152

Télécopie: +44 (0)131 243 8153

Adresse électronique: coicu@copfs.gsi.gov.uk.

En ce qui concerne l'article 9, paragraphe 3, le Royaume-Uni n'acceptera que les décisions, certificats et autres pièces établis par écrit en anglais (ou accompagnés d'une traduction en anglais certifiée).

Nous soulignons que l'émission et la reconnaissance de décisions de gel sont du ressort et de la responsabilité des tribunaux du Royaume-Uni.

Si vous souhaitez discuter d'une des déclarations ci-dessus ou obtenir des précisions, M. Stephen Goadby, du ministère de l'Intérieur, se tient à votre disposition (stephen.goadby@homeoffice.gsi.gov.uk - tél.: +44 (0)20 7035 1559).

(Formule de politesse)

(s.) Ivan Rogers
